



Distribution: générale

Date: 2 octobre 2017

Original: anglais

*\* Nouvelle parution pour raisons techniques  
le 6 novembre 2017*

Point 4 de l'ordre du jour

WFP/EB.2/2017/4-E\*

Questions de politique générale

**Pour information**

Les documents du Conseil d'administration sont disponibles sur le site Web du PAM (<http://executiveboard.wfp.org>).

## **Recueil des politiques relatives au Plan stratégique**

### **Introduction**

1. À sa deuxième session ordinaire de 2010, le Conseil d'administration a demandé au Secrétariat de produire un recueil des politiques du PAM relatives au Plan stratégique, de le mettre à jour chaque année et de le présenter en tant que document d'information à sa deuxième session ordinaire tous les ans.
2. Ce recueil a pour objet d'orienter les travaux du Secrétariat et du Conseil. Comme demandé par le Conseil, il est actualisé tous les ans pour rendre compte des éventuelles modifications apportées aux politiques qui y sont énumérées. Conformément à la feuille de route intégrée<sup>1</sup>, les politiques elles-mêmes seront examinées à la lumière du Plan stratégique pour 2017-2021 et de la politique en matière de plans stratégiques de pays et seront révisées si nécessaire, notamment pour faire concorder l'action du PAM avec le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et les objectifs de développement durable (ODD).
3. Le recueil comprend deux parties. La première partie présente un tableau énumérant les domaines dans lesquels des politiques relatives au Plan stratégique sont actuellement en vigueur, ainsi que les cotes des documents où ces politiques sont exposées. La deuxième partie présente un bref examen des différentes politiques, y compris les politiques transversales, celles qui ont été remplacées et celles qui doivent être mises à jour. Elle contient en outre des informations sur les évaluations des politiques et les études connexes. Les questions administratives, financières et afférentes aux ressources humaines ne sont pas traitées.

<sup>1</sup> Les quatre éléments de la feuille de route intégrée sont le Plan stratégique pour 2017-2021 (WFP/EB.2/2016/4-A/1/Rev.2), la politique en matière de plans stratégiques de pays (WFP/EB.2/2016/4-C/1/Rev.1), l'examen du cadre de financement (WFP/EB.2/2016/5-B/1/Rev.1) et le Cadre de résultats institutionnels (WFP/EB.2/2016/4-B/1/Rev.1).

#### **Coordonnateurs responsables:**

M. S. Samkange  
Directeur  
Division des politiques et des programmes  
tél.: 066513-2262

M. M. Burtet; Mme S. van Ballekom  
Chargés des politiques  
Division des politiques et des programmes  
tél.: 066513-2690

## Liste des domaines d'action

4. Le tableau ci-dessous indique les domaines dans lesquels des politiques relatives au Plan stratégique pour 2017-2021 sont actuellement en vigueur, l'année d'adoption de ces politiques ainsi que le titre et la cote des documents où elles sont exposées.

2000	Approches participatives <i>Approches participatives (WFP/EB.3/2000/3-D)</i>
2002	Insécurité alimentaire en milieu urbain <i>L'insécurité alimentaire en milieu urbain: Stratégies du PAM (WFP/EB.A/2002/5-B)</i>
2003	Assistance alimentaire et moyens d'existence dans les situations d'urgence <i>Assistance alimentaire et moyens d'existence dans les situations d'urgence: Stratégies du PAM (WFP/EB.A/2003/5-A)</i>
2004	Évaluation des besoins en situation d'urgence <i>Évaluations des besoins d'urgence (WFP/EB.1/2004/4-A)</i>
2004	Principes humanitaires <i>Principes humanitaires (WFP/EB.A/2004/5-C)</i>
2005	Définition des situations d'urgence <i>Définition des situations d'urgence (WFP/EB.1/2005/4-A/Rev.1)</i>
2005	Retrait après une situation d'urgence <i>Retrait après une situation d'urgence (WFP/EB.1/2005/4-B)</i>
2006	Ciblage dans les situations d'urgence <i>Le ciblage dans les situations d'urgence (WFP/EB.1/2006/5-A)</i>
2006	Accès humanitaire <i>Note sur l'accès aux populations à des fins humanitaires et conséquences pour le PAM (WFP/EB.1/2006/5-B/Rev.1)</i>
2006	Achats de produits alimentaires dans les pays en développement <i>Achats de produits alimentaires dans les pays en développement (WFP/EB.1/2006/5-C)</i>
2006	Analyse économique <i>Rôle et application de l'analyse économique au PAM (WFP/EB.A/2006/5-C)</i>
2008	Bons et transferts monétaires <i>Bons d'alimentation et transferts monétaires comme instruments d'assistance alimentaire: enjeux et perspectives (WFP/EB.2/2008/4-B)</i>
2009	Développement des capacités <i>Politique du PAM en matière de renforcement des capacités (WFP/EB.2/2009/4-B)</i>
2010	VIH et sida <i>Politique du PAM en matière de lutte contre le VIH et le sida (WFP/EB.2/2010/4-A)</i>
2011	Réduction et gestion des risques de catastrophe <i>Politique du PAM en matière de réduction et de gestion des risques de catastrophe (WFP/EB.2/2011/4-A)</i>
2012	Protection humanitaire <i>Politique du PAM en matière de protection humanitaire (WFP/EB.1/2012/5-B/Rev.1)</i>
2012	Protection sociale et filets de sécurité <i>Point sur la politique du PAM en matière de filets de sécurité (WFP/EB.A/2012/5-A)</i>
2013	Consolidation de la paix dans les situations de transition <i>Rôle du PAM en matière de consolidation de la paix dans les situations de transition (WFP/EB.2/2013/4-A/Rev.1)</i>
2013	Alimentation scolaire <i>Révision de la politique en matière d'alimentation scolaire (WFP/EB.2/2013/4-C)</i>
2014	Partenariat institutionnel <i>Stratégie institutionnelle du PAM en matière de partenariat (2014-2017) (WFP/EB.A/2014/5-B)</i>
2014	Gestion du personnel <i>Stratégie du PAM en matière de personnel: Un cadre de gestion du personnel pour mettre en œuvre le Plan stratégique du PAM pour 2014-2017 (WFP/EB.2/2014/4-B)</i>

2015	Problématique hommes-femmes <i>Politique en matière de problématique hommes-femmes (2015-2020) (WFP/EB.A/2015/5-A)</i>
2015	Gestion globale des risques <i>Politique en matière de gestion globale des risques (WFP/EB.A/2015/5-B)</i> <i>Directive on the Corporate Risk Management Register (RM2012/004)</i> <i>Déclaration relative à l'appétence pour le risque (WFP/EB.1/2016/4-C)</i>
2015	Renforcement de la résilience au service de la sécurité alimentaire et de la nutrition <i>Politique de renforcement de la résilience au service de la sécurité alimentaire et de la nutrition (WFP/EB.A/2015/5-C)</i>
2015	Coopération Sud-Sud et coopération triangulaire <i>Politique en matière de coopération Sud-Sud et de coopération triangulaire (WFP/EB.A/2015/5-D)</i>
2015	Fraude et corruption <i>Politique de lutte contre la fraude et la corruption (WFP/EB.A/2015/5-E/1*)</i>
2015	Évaluation <i>Politique en matière d'évaluation (2016-2021) (WFP/EB.2/2015/4-A/Rev.1)</i>
2016	Plans stratégiques de pays <i>Politique en matière de plans stratégiques de pays (WFP/EB.2/2016/4-C/1/Rev.1)</i>
2017	Environnement <i>Politique environnementale (WFP/EB.1/2017/4-B/Rev.1)</i>
2017	Changement climatique <i>Politique en matière de changement climatique (WFP/EB.1/2017/4-A/Rev.1*)</i>
2017	Nutrition <i>Politique en matière de nutrition (WFP/EB.1/2017/4-C)</i>

## Examen succinct des politiques

### Approches participatives

5. La participation des populations touchées permet d'améliorer la conception et l'exécution des programmes du PAM et donc d'atteindre plus efficacement les objectifs visés en matière de sécurité alimentaire. Le PAM intègre la participation dans toutes les phases du cycle des programmes: évaluation des besoins, ciblage et choix, mise en œuvre et suivi des activités.
6. Le degré de participation des populations touchées à la prise de décisions et les modalités de cette participation dépendent du contexte. Le PAM s'emploie à faire en sorte que la prise de décisions soit ouverte à tous, associe activement les structures communautaires représentatives et n'entraîne pas de discrimination à l'égard des groupes marginalisés. Son approche consiste à relier la planification descendante et la planification ascendante en faisant participer activement les communautés aux côtés des parties prenantes qui influent sur les processus ayant une incidence sur la vie des personnes pauvres. Cet accent placé sur une large participation permet aux femmes et aux hommes pauvres d'accéder plus facilement à la prise de décisions grâce à la décentralisation des pouvoirs et au soutien fourni aux organisations de la société civile représentatives.
7. L'expérience du PAM a montré que les approches participatives sont tout aussi pertinentes dans les situations d'urgence que dans les contextes de développement. Néanmoins, les contraintes inhérentes aux situations d'urgence peuvent être très différentes de celles rencontrées dans le cadre du développement.
8. Le PAM mettra en œuvre son approche participative en créant des possibilités d'apprentissage axées sur le terrain, en allouant des ressources à l'élaboration d'outils participatifs et en assurant des activités de formation.

9. En 2011, avec l'adoption par le PAM des engagements du Comité permanent interorganisations en matière de responsabilité à l'égard des populations touchées<sup>2</sup>, la participation est devenue une composante essentielle de l'approche du PAM en la matière, qui vise à assurer que les points de vue des populations concernées sont écoutés et pris en compte lors de la conception, de la mise en œuvre, du suivi et de l'évaluation des programmes.

### **Insécurité alimentaire en milieu urbain**

10. La pauvreté urbaine, l'insécurité alimentaire et la malnutrition sont le lot d'un grand nombre de villes des pays dans lesquels travaille le PAM, et il est probable que cette situation ira en s'aggravant dans un avenir prévisible. Pour traiter ces problèmes, le PAM et ses partenaires devront s'attaquer aux facteurs qui influent sur la sécurité alimentaire et la sécurité des moyens d'existence des populations pauvres en milieu urbain. Il s'agit notamment des facteurs suivants: par rapport au milieu rural, dépendance plus importante à l'égard des revenus monétaires et moins importante à l'égard de l'agriculture et des ressources naturelles; modicité des salaires tirés d'emplois précaires; grand nombre de femmes travaillant à l'extérieur; obstacles d'ordre juridique, notamment insécurité des droits sur la terre et sur le logement; accès insuffisant à de l'eau saine et aux services d'assainissement et de santé; et réseaux sociaux faibles, qui transcendent souvent les frontières géographiques des communautés.
11. Étant entendu que, pour sortir de leur situation, les pauvres doivent avoir accès à des emplois sûrs, les programmes alimentaires en milieu urbain continueront de constituer un filet de sécurité indispensable, notamment en cas de ralentissement de l'activité économique. Les enseignements tirés des programmes passés et en cours seront d'un immense secours pour les responsables de la planification des programmes. Ces enseignements portent notamment sur les points suivants:
- il est nécessaire de disposer d'une bonne analyse pour comprendre la vulnérabilité dans les contextes urbains;
  - le ciblage dans les contextes urbains hétérogènes est particulièrement difficile;
  - la programmation complémentaire est importante s'agissant de pallier l'insuffisance des services dans les bidonvilles urbains;
  - il faut prendre en compte les caractéristiques des partenariats dans les environnements très politisés; et
  - il est nécessaire de disposer de stratégies de retrait bien conçues afin que les programmes d'assistance alimentaire n'aient pas d'effets pervers sur l'économie.
12. Des transformations majeures se sont produites dans l'environnement externe ces dernières années, et le PAM en tant qu'organisation a lui-même beaucoup évolué, notamment avec son passage de l'aide alimentaire à l'assistance alimentaire. À la lumière de ces changements, une nouvelle politique sur l'insécurité alimentaire en milieu urbain sera présentée au Conseil à sa session annuelle de 2018. Outre le Plan stratégique pour 2017-2021, la politique prendra en compte les derniers travaux de recherche, l'expérience récente du PAM en milieu urbain, les résultats des processus pertinents, comme le Nouveau Programme pour les villes, le Programme 2030 et les ODD, et le Sommet mondial sur l'action humanitaire, et enfin les rôles joués par les autres acteurs clés intervenant dans les zones urbaines.

### **Assistance alimentaire et moyens d'existence dans les situations d'urgence**

13. Les progrès accomplis au regard de la mise en œuvre de la politique en matière d'aide alimentaire et de moyens d'existence dans les situations d'urgence ont été communiqués au Conseil lors des deuxièmes sessions ordinaires de 2005, 2006 et 2007<sup>3</sup>.

---

<sup>2</sup> Voir

[https://interagencystandingcommittee.org/system/files/legacy\\_files/IASC%20Principals%20commitments%20on%20AAP%20%2528CAAP%2529March%202013.pdf](https://interagencystandingcommittee.org/system/files/legacy_files/IASC%20Principals%20commitments%20on%20AAP%20%2528CAAP%2529March%202013.pdf).

<sup>3</sup> WFP/EB.2/2005/4-E, WFP/EB.2/2006/4-B/Rev.1 et WFP/EB.2/2007/4-C.

14. La politique du PAM part du principe que les populations n'épargneront aucun effort pour protéger leur vie et leurs moyens d'existence. Les personnes touchées par une crise ne sont pas seulement des victimes passives qui se contentent de recevoir une aide; elles comptent avant tout sur leurs propres capacités, leurs ressources et leurs réseaux pour survivre et se relever. Toutefois, nombre des stratégies de survie qu'elles adoptent pour pourvoir à leurs besoins alimentaires peuvent compromettre leur santé et leur bien-être ainsi que leur aptitude à satisfaire leurs besoins alimentaires futurs<sup>4</sup>.
15. Le PAM peut contribuer à la protection des moyens d'existence comme suit: en fournissant des vivres à ceux dont les moyens d'existence sont menacés, afin d'éviter qu'ils ne recourent à des stratégies de survie préjudiciables; en ciblant les femmes pour leur permettre de satisfaire leurs besoins nutritionnels et ceux de leur famille; et en appuyant les programmes visant à améliorer les infrastructures communautaires et à créer des possibilités de génération de revenus, par exemple dans le cadre d'activités Assistance alimentaire pour la création d'actifs. Il faut que les femmes et les hommes participent sur un pied d'égalité au choix des activités Assistance alimentaire contre travail et Assistance alimentaire pour la formation, compte tenu de leurs besoins différents; et les femmes et les hommes doivent pouvoir bénéficier équitablement des avantages découlant des programmes relatifs aux moyens d'existence.

### Évaluation des besoins en situation d'urgence

16. Dans les situations d'urgence, le PAM décide de la nécessité de fournir une assistance alimentaire extérieure pour sauver des vies humaines et protéger les moyens d'existence. Les évaluations des besoins d'urgence doivent être fiables pour que les populations ne soient pas exposées à des risques et que les ressources humanitaires soient allouées efficacement.
17. Les évaluations des besoins permettent de recueillir des informations sur les éléments suivants:
  - le nombre de personnes concernées;
  - l'ampleur de la crise et son extension géographique;
  - les déficits vivrier et nutritionnel;
  - les différences qui existent en matière de vulnérabilité entre les hommes, les femmes, les enfants et les groupes sociaux;
  - les capacités et les systèmes de subsistance au niveau local;
  - la capacité d'adaptation des ménages, soit l'aptitude à produire des aliments ou à s'en procurer par d'autres voies;
  - la mesure dans laquelle des interventions sur le marché ou les programmes de filets de sécurité existants peuvent permettre de satisfaire les besoins alimentaires; et
  - la date à laquelle on peut escompter un retour à la normale pour ce qui est des moyens d'existence.
18. Les missions d'évaluation rapide, les missions d'évaluation des récoltes et des disponibilités alimentaires et les missions d'évaluation conjointes devraient tenir compte des points ci-après:
  - il est important de disposer d'informations concernant la période avant la crise – des évaluations régulières des zones exposées aux crises contribuent à améliorer ensuite la qualité des évaluations en situation d'urgence;
  - le manque de connaissances sur l'économie et les marchés locaux et régionaux peut se révéler un obstacle de taille;
  - les évaluations doivent être protégées des pressions politiques; et
  - les évaluations devraient faire partie intégrante des tâches des bureaux de pays, afin que des données fiables soient disponibles avant une crise et que les programmes et le ciblage puissent être adaptés en cas de crise.

---

<sup>4</sup> Voir "Favoriser le développement" (WFP/EB.A/99/4-A), par. 34 et suivants.

19. La politique du PAM en matière d'évaluation des besoins d'urgence a été évaluée en 2007. On trouvera un rapport succinct de cette évaluation dans le document publié sous la cote WFP/EB.2/2007/6-A.

### Principes humanitaires

20. En 2004, à la demande du Conseil, le PAM a établi un résumé de ses principes humanitaires fondamentaux:
- *Humanité.* Le PAM s'emploiera à prévenir et à atténuer les souffrances humaines, en tout lieu, et à intervenir au moyen d'une assistance alimentaire le cas échéant. Il fournira son assistance dans le respect de la vie, de la santé et de la dignité.
  - *Neutralité.* Le PAM ne prendra pas parti dans un conflit et ne participera pas aux controverses de nature politique, raciale, religieuse ou idéologique. Aucune assistance alimentaire ne sera fournie aux forces combattantes.
  - *Impartialité.* L'assistance du PAM sera guidée uniquement par le besoin et n'établira aucune discrimination fondée sur l'origine ethnique, la nationalité, l'opinion politique, le sexe, la race ou la religion. L'assistance ciblera les populations les plus exposées aux risques après qu'une évaluation des différents besoins et formes de vulnérabilité des femmes, des hommes et des enfants aura été effectuée.
  - *Respect.* Le PAM respectera les coutumes et traditions locales et la souveraineté de l'État où il intervient, en faisant prévaloir les droits de l'homme internationalement reconnus.
  - *Indépendance.* L'assistance du PAM sera indépendante, sur le plan des opérations, de toute visée politique, économique, militaire ou autre qu'un quelconque protagoniste pourrait avoir dans les zones où elle est mise en œuvre.
21. Une évaluation des politiques relatives aux principes humanitaires (WFP/EB.A/2004/5-C) et à l'accès humanitaire (WFP/EB.1/2006/5-B/Rev.1) est en cours; un rapport succinct d'évaluation sera présenté en 2018.

### Définition des situations d'urgence

22. À sa première session ordinaire de 2005, le Conseil a donné son aval aux recommandations figurant dans le document intitulé "Définition des situations d'urgence" (WFP/EB.1/2005/4-A/Rev.1), qui caractérise les situations d'urgence comme "des situations où il est manifeste qu'il s'est produit un événement ou une série d'événements qui est à l'origine de souffrances humaines ou qui représente une menace imminente pour la vie ou les moyens de subsistance des populations que le gouvernement intéressé n'est pas en mesure de soulager; il s'agit d'un événement ou d'une série d'événements dont on peut établir le caractère anormal et qui désorganise la vie d'une collectivité dans des proportions exceptionnelles".
23. Les situations d'urgence comprennent:
- les séismes, les inondations, les invasions de sauterelles et autres calamités imprévues du même ordre;
  - les situations d'urgence d'origine humaine forçant les populations à partir de chez elles et entraînant ainsi un afflux de réfugiés ou le déplacement de populations dans leur propre pays ou des souffrances pour des populations touchées de toute autre manière;
  - les pénuries alimentaires ou l'insécurité alimentaire provoquées par des événements à évolution lente (sécheresse, mauvaises récoltes, parasites et maladies touchant les êtres humains ou les animaux d'élevage);
  - les problèmes d'accès à la nourriture résultant de chocs économiques, d'une défaillance des marchés ou d'un effondrement de l'économie; et
  - les situations complexes pour lesquelles un gouvernement ou le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies demande l'appui du PAM.

### **Retrait après une situation d'urgence**

24. Les décisions concernant le calendrier et les modalités à suivre pour assurer le retrait après une situation d'urgence peuvent être aussi importantes que la décision de lancer une intervention. Le PAM se retire à l'issue d'une situation d'urgence soit en cessant de fournir des ressources à un pays, soit en passant à des programmes à long terme visant à protéger et à améliorer les moyens d'existence et à accroître la résilience.
25. Le retrait offre la possibilité de passer à des activités de redressement rapide, mais comporte également des difficultés pour les communautés touchées. Une stratégie de retrait rationnelle requiert:
  - des critères de retrait précis;
  - des jalons mesurables permettant d'évaluer les progrès accomplis au regard des critères fixés;
  - la détermination des mesures à prendre pour parvenir aux jalons fixés et l'identification des personnes chargées de les prendre;
  - une évaluation périodique des progrès accomplis et la prise de mesures correctives pour minimiser les risques;
  - un calendrier souple indiquant le moment auquel les jalons doivent être atteints et les dates des évaluations;
  - des facteurs de déclenchement tels que le degré de réalisation des objectifs, l'amélioration de la situation humanitaire, l'accroissement de l'aptitude des pouvoirs publics à satisfaire les besoins, la diminution des contributions des donateurs ou la volonté de passer au financement d'un programme de redressement; et
  - des objectifs à long terme qui soient alignés sur les plans des gouvernements ou les priorités des donateurs.

### **Ciblage dans les situations d'urgence**

26. Pour un bon ciblage, il faut trouver un juste équilibre entre les erreurs d'inclusion (lorsque des personnes qui peuvent subvenir à leurs besoins reçoivent une assistance alimentaire) et les erreurs d'exclusion (lorsque des personnes qui remplissent les conditions requises et ont besoin d'une assistance alimentaire n'en reçoivent pas).
27. Le ciblage signifie: répertorier les communautés et les personnes ayant besoin d'une assistance alimentaire; et sélectionner les mécanismes de livraison et de distribution de manière que les femmes, les hommes et les enfants ciblés soient secourus au moment voulu.
28. Dans les situations d'urgence aiguë, les erreurs d'inclusion sont plus acceptables que les erreurs d'exclusion. Le ciblage a également pour objectif d'assurer les conditions de sécurité nécessaires aux livraisons de produits alimentaires et une souplesse suffisante face à des situations qui évoluent rapidement. Les coûts du ciblage augmentent en proportion du niveau et de la précision de celui-ci. Le PAM devrait analyser les avantages offerts par les différentes approches de ciblage et en calculer le coût, en gardant à l'esprit que, si l'efficacité par rapport au coût est satisfaisante de son point de vue, elle peut avoir pour corollaire une augmentation des coûts d'opportunité ou de transaction à la charge des bénéficiaires.
29. Comme indiqué dans le document d'orientation actuel intitulé "Le ciblage dans les situations d'urgence" (WFP/EB.1/2006/5-A), les principes du ciblage sont les suivants:
  - le ciblage n'étant jamais parfait, chercher à équilibrer les erreurs d'inclusion et les erreurs d'exclusion;
  - prendre les décisions de ciblage en tablant sur l'intégralité des ressources, mais classer les objectifs par ordre de priorité au cas où les ressources seraient réduites ou obtenues tardivement; communiquer sans tarder les priorités à toutes les parties prenantes et veiller à ce que celles-ci les comprennent bien;

- faire preuve de souplesse en adaptant le ciblage en fonction du contexte et des objectifs du plan stratégique de pays (PSP); à mesure que les situations d'urgence évoluent et que les besoins des populations changent, les processus de ciblage doivent eux aussi être modifiés;
- utiliser des outils d'évaluation, de suivi et d'alerte rapide pour définir les paramètres de ciblage et assurer le suivi des modifications durant un cycle de programme;
- suivre les zones et les ménages non ciblés pour que les nouveaux besoins soient évalués; et
- analyser les coûts et les avantages de différentes approches de ciblage, les coûts potentiels engendrés par les pertes et les coûts à la charge des bénéficiaires.

### Accès humanitaire

30. C'est à l'État touché par une crise qu'il incombe au premier chef de fournir une aide humanitaire à la population; s'il n'est pas en mesure de le faire, le gouvernement ou le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies peut demander au PAM d'apporter une aide sous la forme d'une assistance alimentaire ou d'un appui logistique. Afin de pouvoir évaluer la situation et assurer le transport, la livraison et le suivi de son assistance alimentaire, le PAM doit pouvoir accéder aux populations dans le besoin sans restriction et en toute sécurité. L'accès est une condition préalable à toute action humanitaire.
31. Le PAM ne se conforme pas à une démarche unique en matière d'accès aux populations. Chaque situation est particulière et exige un certain degré de souplesse et de créativité pour concilier les besoins et la sécurité. Pour garantir un accès en toute sécurité, il faut bien analyser la situation et gérer les questions de sécurité, respecter les normes du droit international et les principes humanitaires, favoriser la coordination et la collaboration entre les parties prenantes, et mener des activités de plaidoyer à différents niveaux.
32. Ce sont les coordonnateurs de l'action humanitaire qui dirigent les activités de plaidoyer en faveur de l'accès aux populations, mais le PAM négocie souvent l'autorisation de mener ses propres opérations, afin que l'assistance puisse être apportée en temps voulu à travers les frontières et les lignes de front, surtout lorsque l'insécurité alimentaire est un élément important de la crise ou lorsque le PAM intervient pour le compte d'autres acteurs humanitaires, notamment en tant que chef de file du module de la logistique. En toutes circonstances, le PAM veille à ce que les gouvernements et les autres parties reçoivent toutes les informations nécessaires et approuvent les activités réalisées.
33. Une évaluation des politiques relatives à l'accès humanitaire (WFP/EB.1/2006/5-B/Rev.1) et aux principes humanitaires (WFP/EB.A/2004/5-C) est en cours; un rapport succinct d'évaluation sera présenté en 2018.

### Achats de produits alimentaires dans les pays en développement

34. La politique du PAM consiste à acheter en temps voulu et de façon efficace et économique des produits alimentaires correspondant aux besoins des bénéficiaires, et à encourager les achats dans les pays en développement. Associés à une action judicieuse de développement des capacités, les achats locaux peuvent contribuer à renforcer les capacités locales dans les domaines de l'agriculture ainsi que de la production, de la manutention et de l'entreposage des produits alimentaires. Le document d'orientation de 2006 intitulé "Achats de produits alimentaires dans les pays en développement" (WFP/EB.1/2006/5-C) recommande que le PAM:
  - favorise le développement des marchés en tant qu'objectif;
  - plaide en faveur de la souplesse et de la ponctualité des contributions en espèces versées par les donateurs;
  - encourage les groupements de petits commerçants et de paysans;
  - envisage d'appliquer un traitement préférentiel aux agriculteurs et à leurs groupements s'il y a lieu;
  - soutienne les installations agro-industrielles locales; et
  - renforce les capacités des services d'achat dans les pays et les régions.



35. Dans le cadre du projet pilote Achats au service du progrès, le PAM a testé diverses façons d'acheter des aliments de base à des petits exploitants, dans le but de déterminer les modèles susceptibles de promouvoir durablement le développement de l'agriculture paysanne et de faciliter l'accès des petits agriculteurs aux marchés des secteurs public et privé. Le projet a permis d'expérimenter des modalités d'achat privilégiant les petits exploitants, réparties en quatre grandes catégories: appels d'offres ("assouplis") favorables aux petits exploitants; contrats passés directement; contrats à terme; et possibilités de transformation.
36. Avec pour objectif d'acheter chaque année 10 pour cent des produits alimentaires à de petits agriculteurs, le PAM continue d'innover en passant directement des contrats avec eux et en tirant parti des achats avec mise en concurrence effectués par des acheteurs locaux et régionaux. Le PAM achète plus de la moitié des produits alimentaires à proximité de l'endroit où ils sont distribués. Confiant dans les modèles d'agriculture paysanne axés sur la demande, et en sa qualité de membre de l'Alliance pour le rapprochement entre les exploitations agricoles et les marchés, le PAM travaille avec sept autres organisations public-privé phares centrées sur l'agriculture au développement des compétences et des connaissances spécialisées des petits exploitants agricoles afin de faciliter leur accès aux marchés mondiaux.
37. Les achats de produits alimentaires par le PAM ont fait l'objet d'un audit conduit en 2014. Le rapport établi par le Commissaire aux comptes à l'issue de cet audit (WFP/EB.A/2014/6-G/1) a été présenté au Conseil à sa session annuelle de 2014.

### **Analyse économique**

38. En 2006, le Conseil a examiné le document intitulé "Rôle et application de l'analyse économique au PAM" (WFP/EB.A/2006/5-C), qui souligne que l'analyse économique associée à l'analyse des questions nutritionnelles, sociales, politiques et environnementales, ainsi qu'à l'analyse de la problématique hommes-femmes, est indispensable pour bien comprendre les causes et les effets de la faim. Les mesures visant à combattre la faim aiguë ou chronique devraient donc s'appuyer notamment sur l'analyse des forces économiques influant sur les prix, la production et la consommation, qui peuvent avoir des incidences sur l'insécurité alimentaire et la vulnérabilité.
39. Au PAM, l'analyse économique fait partie intégrante de l'analyse de la faim et de la conception de stratégies de lutte contre la faim. Elle a également trait à la gestion axée sur les résultats de la contribution du PAM dans un pays, en ce sens qu'elle peut être utilisée pour éclairer le choix des programmes, optimiser l'efficacité et l'efficacé des opérations, et appuyer les achats locaux et régionaux de produits alimentaires. Au niveau des stratégies, des programmes et des opérations, il faut mener une analyse économique pour comprendre les effets des marchés, la production vivrière, les revenus, l'emploi et les autres variables économiques pertinentes influant directement ou indirectement sur les conditions matérielles des populations pauvres qui souffrent de la faim. Cette analyse est également nécessaire pour anticiper et évaluer les conséquences de l'aide alimentaire sur les marchés et les facteurs économiques connexes.
40. Les quatre domaines dans lesquels l'analyse économique pourrait aider le PAM à mieux comprendre l'insécurité alimentaire et contribuer à renforcer l'efficacité de ses opérations sont les suivants: l'analyse des facteurs économiques favorisant l'insécurité alimentaire; l'intégration des opérations du PAM dans le contexte national de développement; l'analyse des marchés de produits alimentaires; et l'évaluation de l'impact et de l'efficacité des opérations et du choix des procédures.
41. Le PAM devra renforcer ses capacités d'analyse dans le domaine économique pour être mieux à même d'établir des partenariats et de les développer. Il devrait approfondir sa connaissance et sa compréhension des facteurs économiques favorisant l'insécurité alimentaire dans un pays et conduire une analyse économique de fond pour appuyer la formulation des stratégies de transition. À mesure que le PAM intégrera l'analyse économique à ses activités, il devra l'utiliser pour renforcer l'appui apporté aux bureaux de pays concernant l'évaluation, l'analyse et la conception des interventions.

## Bons et transferts de type monétaire

42. Les transferts de type monétaire permettent aux bénéficiaires d'acheter des produits alimentaires directement sur les marchés. Ils peuvent être un élément central des interventions menées en situation d'urgence ou de crise prolongée, ainsi que des programmes de développement et des systèmes nationaux de protection sociale et de filets de sécurité. Conformément à son document intitulé "Bons d'alimentation et transferts monétaires comme instruments d'assistance alimentaire: enjeux et perspectives" (WFP/EB.2/2008/4-B), le PAM peut développer le recours aux transferts de type monétaire, lorsque cela est possible et opportun; cette évolution est facilitée par les modifications qui ont été apportées à son cadre de financement en vue d'accroître la transparence et de renforcer l'obligation de rendre compte de ce type de programme.
43. Lors de l'utilisation des transferts de type monétaire, la sécurité alimentaire et la nutrition restent les principaux objectifs. Selon le contexte, les transferts de type monétaire peuvent répondre aux besoins des bénéficiaires en matière de sécurité alimentaire plus efficacement que les transferts en nature, et aussi améliorer le rapport coût-performance et l'efficacité et stimuler l'économie locale.
44. À l'issue d'une évaluation consacrée en 2015 à la politique en matière de transferts monétaires et de bons (WFP/EB.1/2015/5-A), il a été recommandé au PAM d'actualiser et de diffuser des manuels et des indications sur le sujet au lieu de mettre à jour sa politique. En conséquence, le PAM a lancé un processus de développement des capacités, prévoyant à la fois des modules d'apprentissage en ligne et une formation en présentiel à l'intention des membres du personnel du PAM, des gouvernements partenaires et des organisations non gouvernementales (ONG), et il a mis les manuels actualisés à la disposition de l'ensemble des praticiens utilisant les transferts de type monétaire. Conformément à sa politique, le PAM fait en sorte que:
- les transferts de type monétaire reposent sur des évaluations des besoins et des capacités sectorielles et sur l'application d'un modèle opératoire de prise de décisions qui couvre tous les aspects de la question;
  - le choix des modalités de transfert soit souple et qu'il permette d'utiliser au mieux les capacités variées dont dispose le PAM pour acheminer l'aide; et
  - les transferts de type monétaire complètent l'action menée par les bureaux de pays pour établir, appuyer et exploiter les filets de protection sociale nationaux; contribuent à accroître la productivité des petits exploitants; et améliorent l'accès des bénéficiaires du PAM aux services financiers.
45. Un point sur la mise en œuvre de la politique du PAM en matière de bons et de transferts monétaires (WFP/EB.A/2011/5-A/Rev.1) a été présenté pour information au Conseil à sa session annuelle de 2011. Un audit de l'utilisation par le PAM des espèces et des bons a été mené en 2013. Le rapport du Commissaire aux comptes sur les résultats de cet audit (WFP/EB.A/2013/6-G/1) a été présenté au Conseil à sa session annuelle de 2013.

## Développement des capacités

46. La politique actuelle du PAM en matière de développement des capacités actualise les orientations énoncées dans le document de 2004 intitulé "Renforcement des capacités nationales et régionales"<sup>5</sup> en allant dans le sens d'un renforcement plus systématique des institutions nationales pour mettre un terme à la faim. En 2010, la politique du PAM en vigueur a été complétée par un Plan d'action pour la mise en œuvre des éléments du Plan stratégique du PAM pour 2008-2013 concernant le renforcement des capacités et le transfert des responsabilités<sup>6</sup>, qui établit que le PAM devrait: mettre des capacités directement à disposition pour combattre la faim lorsque cela est nécessaire; et faciliter le développement des capacités nationales pour améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition en appuyant les politiques, les institutions et les programmes.

---

<sup>5</sup> WFP/EB.3/2004/4-B.

<sup>6</sup> WFP/EB.2/2010/4-D.

47. Une nouvelle politique en matière de renforcement des capacités des pays sera présentée au Conseil à sa session annuelle de 2018. S'appuyant sur les recommandations issues d'une évaluation de la politique actuelle réalisée en 2015<sup>7</sup> et reconnaissant le degré de priorité élevé clairement accordé à l'appui aux moyens dont disposent les pays pour mettre en œuvre les ODD, qui a été entériné dans le Plan stratégique du PAM pour 2017-2021, la nouvelle politique en matière de renforcement des capacités des pays exposera une approche institutionnelle améliorée visant à consolider durablement les systèmes et les services nationaux.
48. La nouvelle politique tiendra compte du fait que le renforcement des capacités des pays est une question complexe et que la réalisation des objectifs internationaux et nationaux en matière de développement tient à l'aptitude des individus, des organisations et de la société à se transformer pour y parvenir.
49. Le PAM s'inspirera de la nouvelle politique pour définir, concevoir et mettre en œuvre des activités efficaces d'appui au renforcement des capacités des pays, qui intéressent les individus, les organisations et la mise en place d'un environnement favorable, dans le cadre d'une approche globale de consolidation des systèmes qui mobilise un large éventail d'acteurs et permette ainsi à l'organisation de se dégager d'interventions ponctuelles souvent insuffisantes pour transformer le fonctionnement d'un système entier et donner des résultats pérennes.

## VIH et sida

50. Le VIH demeure l'un des plus grands défis mondiaux: en 2015, 36,7 millions de personnes vivaient avec le VIH et 2,1 millions ont été infectés<sup>8</sup>. Un grand nombre des pays qui accusent des niveaux élevés d'insécurité alimentaire se caractérisent par une forte prévalence du VIH et de la tuberculose, et les pays à forte prévalence du VIH sont souvent le théâtre de situations d'urgence en cours.
51. La politique actuelle du PAM en matière de lutte contre le VIH et le sida (WFP/EB.2/2010/4-A) remplace celle de 2003 (WFP/EB.1/2003/4-B). Des points sur la mise en œuvre de la politique en vigueur ont été présentés au Conseil à ses sessions annuelles de 2014 et de 2017 (WFP/EB.A/2014/5-D et WFP/EB.A/2017/5-E\*).
52. En vertu de la répartition des tâches arrêtée par le Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA), et en qualité de nouveau président du Comité des organismes coparrainants d'ONUSIDA, le PAM a joué un rôle de chef de file s'agissant de s'intéresser aux liens existant entre sécurité alimentaire et VIH. Aux côtés du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, le PAM coordonne les activités relatives au VIH dans les situations d'urgence humanitaire, et veille à ce que les besoins particuliers des personnes vivant avec le VIH soient pris en compte dans les interventions d'urgence, un domaine d'action prioritaire pour le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et le système des Nations Unies. Les programmes du PAM relatifs au VIH/sida sont cohérents avec: les ODD; la stratégie d'ONUSIDA pour 2016-2021 ("Accélérer la riposte pour mettre fin au sida")<sup>9</sup>; la nouvelle stratégie mondiale de lutte contre la tuberculose après 2015 et ses cibles<sup>10</sup>; et le Plan stratégique du PAM pour 2017-2021.
53. Le VIH et le sida constituent l'un des nombreux domaines de vulnérabilité. Le PAM a conservé une approche globale et durable de la programmation dans ce domaine, en tirant parti de ses divers points d'entrée adaptés au contexte, d'une manière cohérente avec l'ODD 17, y compris par l'intermédiaire de filets de protection sociale tenant compte du VIH. Le PAM s'emploie notamment à: subvenir aux besoins des personnes vivant avec le VIH dans les situations

---

<sup>7</sup> WFP/EB.1/2017/6-A/Rev.1.

<sup>8</sup> Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA). 2016. *Global AIDS Update*. 2016. Genève. Disponible à l'adresse: [http://www.unaids.org/sites/default/files/media\\_asset/global-AIDS-update-2016\\_en.pdf](http://www.unaids.org/sites/default/files/media_asset/global-AIDS-update-2016_en.pdf).

<sup>9</sup> Disponible à l'adresse:

[http://www.unaids.org/sites/default/files/media\\_asset/UNAIDS\\_STRATEGY\\_REPORT\\_FR\\_web.pdf](http://www.unaids.org/sites/default/files/media_asset/UNAIDS_STRATEGY_REPORT_FR_web.pdf).

<sup>10</sup> Soixante-septième session de l'Assemblée mondiale de la Santé. 2014. *Projet de stratégie mondiale et cibles pour la prévention de la tuberculose, les soins et la lutte après 2015*. Disponible à l'adresse: [http://apps.who.int/gb/ebwha/pdf\\_files/WHA67/A67\\_11-fr.pdf?ua=1](http://apps.who.int/gb/ebwha/pdf_files/WHA67/A67_11-fr.pdf?ua=1).

d'urgence humanitaire; fournir un appui technique aux gouvernements et aux partenaires nationaux; aider les personnes vivant avec le VIH qui sont vulnérables et souffrent d'insécurité alimentaire; distribuer des repas scolaires et assurer d'autres activités à l'intention des enfants et des adolescents afin d'encourager l'assiduité scolaire et de réduire les comportements à risque; et, dans le cadre de partenariats, appuyer la chaîne d'approvisionnement des traitements du VIH et éviter les pénuries alimentaires dans les situations d'urgence humanitaire et dans les situations de précarité. Ce classement par ordre de priorité est expliqué en détail dans le point communiqué en 2017 sur la riposte du PAM au VIH et au sida.

54. À l'avenir, le PAM mettra davantage l'accent sur l'appui technique et le développement des capacités à l'intention des gouvernements. À mesure de la généralisation de la prise en compte de la riposte au VIH, l'action du PAM devra être adaptée pour conserver sa pertinence et son efficacité dans le cadre du Programme 2030.
55. Une évaluation des activités du PAM relatives au VIH et au sida est planifiée pour 2019.

### **Réduction et gestion des risques de catastrophe**

56. D'après l'article II de son Statut, le PAM doit "favoriser la continuité entre secours d'urgence et développement en donnant la priorité aux activités de prévention des catastrophes, de préparation et d'atténuation de leurs effets [...]".
57. La politique actuelle du PAM en matière de réduction et de gestion des risques de catastrophe (WFP/EB.2/2011/4-A) remplace la politique précédente exposée dans les documents intitulés "Politique du PAM en matière de réduction des risques de catastrophe" (WFP/EB.1/2009/5-B) et "Atténuation des effets des catastrophes: une approche stratégique" (WFP/EB.1/2000/4-A).
58. La politique en matière de réduction et de gestion des risques de catastrophe vise à renforcer la résilience et les capacités des personnes, des communautés et des pays les plus vulnérables en garantissant la sécurité alimentaire et nutritionnelle, tout en réduisant les risques de catastrophe et en protégeant et en améliorant la vie et les moyens d'existence. Cette politique transparaît dans le Plan stratégique pour 2017-2021 et dans les politiques ayant trait au changement climatique, à la problématique hommes-femmes et à la gestion des risques.
59. La politique met l'accent sur le fait que réduire les risques de catastrophe conduit à associer les interventions d'urgence et les actions de relèvement et de développement à des activités ciblées de prévention, d'atténuation et de préparation. Il est fondamental de tenir compte de la problématique hommes-femmes pour gérer les risques de catastrophe. Dans les sociétés inéquitables, les femmes sont plus vulnérables que les hommes face aux catastrophes naturelles, en raison des rôles et des comportements qui leur sont assignés par la société et qui limitent leur accès aux ressources<sup>11</sup>.
60. La politique appelle le PAM à:
  - focaliser les activités de réduction des risques de catastrophe sur l'assistance alimentaire, en ciblant les ménages, les communautés et les pays les plus vulnérables avant, pendant et après une catastrophe;
  - investir dans la préparation aux situations d'urgence afin d'optimiser l'efficacité des interventions d'urgence;
  - aider les gouvernements à élaborer des politiques, plans et programmes de réduction des risques de catastrophe intégrant la question de la sécurité alimentaire, notamment au moyen du développement des capacités;
  - tenir compte des incidences du changement climatique, des conflits et des autres facteurs de l'insécurité alimentaire, en accordant une attention particulière aux femmes et aux enfants;

---

<sup>11</sup> WFP/EB.1/2009/5-A/Rev.1, citant Neumayer, E. et Pluemper, T. 2007. *The gendered nature of natural disasters: the impact of catastrophic events on the gender gap in life expectancy, 1981-2002. Annals of the Ass. of Amer. Geog.*, 97(3): 551-566.

- promouvoir les partenariats et mettre l'accent sur les approches faisant participer les gouvernements, les communautés vulnérables, les organismes des Nations Unies, la société civile, les ONG, les instituts de recherche et le secteur privé; et
- faire en sorte que les femmes et les hommes participent sur un pied d'égalité aux évaluations de la vulnérabilité ainsi qu'à la conception des PSP et au classement de leurs objectifs par ordre de priorité.

61. La politique actuelle en matière de réduction et de gestion des risques de catastrophe sera analysée dans le cadre de l'évaluation stratégique de la résilience qui est en cours.

### **Protection humanitaire**

62. Il incombe au PAM de faire en sorte que ses programmes n'exposent pas les populations auxquelles il prête assistance à d'autres risques, mais contribuent au contraire à sauvegarder leur sécurité, leur dignité et leur intégrité. Les engagements pris par le PAM à cet égard sont énoncés dans sa politique en matière de protection humanitaire (WFP/EB.1/2012/5-B/Rev.1), qui indique que la protection humanitaire fait partie intégrante du travail du PAM.

63. Les éléments constitutifs de cette politique sont les suivants: renforcement de l'aptitude du personnel à comprendre les problèmes de protection et à y répondre; analyse du contexte et des risques en matière de protection; intégration de la question de la protection dans les programmes, aux stades de l'élaboration et de l'exécution; prise en compte de la question de la protection dans les outils de programmation; gestion de l'information sur la protection; et établissement de partenariats aux fins de l'intégration de la protection.

64. Un point sur la mise en œuvre de la politique en matière de protection (WFP/EB.A/2014/5-F) a été présenté au Conseil à sa session annuelle de 2014. Plus d'un tiers des bureaux de pays du PAM avaient déjà commencé à appliquer la politique, et l'examen de ce document a donné l'occasion de réfléchir sur les enseignements tirés de leur expérience. Une évaluation de la politique est en cours; le rapport succinct de l'évaluation sera présenté au Conseil en 2018.

### **Protection sociale et filets de sécurité**

65. Le Plan stratégique pour 2017–2021 établit que "le PAM s'emploiera à renforcer les capacités des gouvernements à mettre en place les mesures de protection sociale nécessaires pour préserver l'accès de chacun à une alimentation adéquate, nutritive et saine", ce qui inclut les filets de sécurité appuyés par une assistance alimentaire, notamment les programmes de repas scolaires.

66. En octobre 2004, le PAM a présenté au Conseil pour approbation un document intitulé "Le PAM et les filets de sécurité appuyés par une aide alimentaire: concepts, expériences et programmes possibles à l'avenir" (WFP/EB.3/2004/4-A), qui traite d'un type d'intervention de protection sociale. La politique exposée dans ce document est restée pertinente, mais un "Point sur la politique du PAM en matière de filets de sécurité" (WFP/EB.A/2012/5-A) a été présenté pour examen au Conseil à sa session annuelle de 2012, compte tenu de l'évolution de la situation au niveau mondial et au sein de l'organisation et des résultats d'une évaluation menée en 2011 (WFP/EB.A/2011/7-B).

67. Le point sur la politique du PAM en matière de filets de sécurité détaille le rôle et les avantages comparatifs du PAM s'agissant d'appuyer les filets de sécurité nationaux, précise les concepts de protection sociale et de filet de sécurité et leur pertinence à l'égard des activités du PAM, dégage les nouveaux enjeux, définit les futures priorités et décrit les possibilités et les difficultés susceptibles de se présenter à l'avenir.

68. À la suite de l'actualisation de la politique, le PAM a élaboré des directives institutionnelles relatives aux filets de sécurité, mis en ligne un cours de formation dans plusieurs langues officielles des Nations Unies, encouragé la recherche, amélioré les compétences techniques et favorisé la gestion des connaissances sur les filets de sécurité et la protection sociale.

69. En 2015-2017, le PAM a travaillé en collaboration avec l'Institut des études sur le développement afin de répertorier les domaines de protection sociale dans lesquels le PAM pourrait apporter une valeur ajoutée au soutien dont bénéficient les gouvernements. Pendant la période 2016-2018, le PAM renforcera sa collaboration avec la Banque mondiale et d'autres acteurs clés œuvrant dans

le domaine de la protection sociale dans des environnements fragiles et exposés à des chocs, et il établira des liens entre les interventions humanitaires et les programmes de protection sociale.

70. La politique actualisée du PAM en matière de filets de sécurité sera évaluée en 2018. L'évaluation, le processus de consultation ayant conduit à l'élaboration de l'exposé de position de l'Institut des études sur le développement, les recommandations qui en sont issues et la collaboration interorganisations sur la protection sociale fourniront des éléments utiles à la mise à jour ou au remaniement de la politique.

### **Rôle du PAM en matière de consolidation de la paix dans les situations de transition**

71. En vertu de la politique actuellement en vigueur (WFP/EB.2/2013/4-A/Rev.1), la participation du PAM aux activités de consolidation de la paix dans le cadre de l'action d'ensemble menée par le système des Nations Unies repose sur huit principes: comprendre le contexte; continuer de centrer les efforts sur la lutte contre la faim; au minimum, éviter de nuire; appuyer les priorités nationales dans la mesure du possible, mais adhérer aux principes humanitaires lorsque le conflit perdure; favoriser la cohérence à l'échelle des Nations Unies; faire preuve de réactivité face à un environnement dynamique; assurer l'ouverture et l'équité; et être réaliste.
72. Compte tenu de ces principes, le PAM mettra l'accent sur trois aspects principaux lorsqu'il apportera une assistance à des pays en voie de pacification: investir dans les capacités institutionnelles d'analyse des risques; recourir à une programmation tenant compte de la situation de conflit; et s'engager aux côtés des partenaires œuvrant pour la consolidation de la paix.
73. Lorsqu'il élabore des programmes adaptés à des situations de transition et tenant compte des conflits, le PAM applique essentiellement trois approches selon son degré de participation à la consolidation de la paix: éviter de nuire; appuyer la consolidation de la paix au niveau local; et appuyer la consolidation de la paix au niveau national.
74. Il existe toutefois des limites à la participation du PAM, et la consolidation de la paix ne devrait pas devenir son objectif principal dans un pays. Le PAM doit obéir aux principes humanitaires, sachant que sa mission initiale est de répondre aux besoins engendrés par la faim. Il appuie le principe de cohérence au sein des Nations Unies et reconnaît que, dans certains environnements à haut risque, une approche raisonnée est nécessaire à cet égard.
75. Sous réserve de respecter ces paramètres, le PAM devrait être bien placé pour apporter une contribution précieuse à l'action d'ensemble menée pour aider les pays à accéder à la paix.
76. Un point (WFP/EB.2/2014/4-D) sur la politique du PAM en matière de consolidation de la paix a été présenté pour information au Conseil à sa deuxième session ordinaire de 2014, afin de rendre compte des progrès accomplis et des enseignements tirés des premières étapes de la mise en œuvre de la politique.

### **Alimentation scolaire**

77. Depuis la création du PAM, les repas scolaires font partie de sa mission<sup>12</sup>. Le Plan stratégique pour 2017-2021 réaffirme que le PAM "continuera d'appuyer des programmes de filets de sécurité destinés à lutter contre la faim, tels que les repas scolaires, ainsi que des programmes de filets de sécurité fondés sur des activités productives" (paragraphe 49).
78. La politique révisée en matière d'alimentation scolaire de 2013, qui remplace celle de 2009 (WFP/EB.2/2009/4-A), indique que le projet du PAM pour l'avenir est de continuer à encourager l'adoption universelle de programmes de repas scolaires, comme filets de sécurité contribuant à faciliter l'accès des enfants à l'éducation et aux possibilités d'apprentissage et à améliorer leur état sanitaire et nutritionnel. La politique compte cinq objectifs: aider les ménages en situation d'insécurité alimentaire en assurant des transferts de revenus directs ou indirects; améliorer la capacité d'apprentissage des enfants et leur accès à l'éducation; améliorer la nutrition des enfants en réduisant les carences en micronutriments; renforcer les capacités nationales de gestion des programmes de repas scolaires durables et efficaces grâce à l'apport d'une assistance technique;

---

<sup>12</sup> Voir A/RES/1714 (XVI, annexe, sect. I, par. 10 b)).

et aider les gouvernements à établir des liens entre les repas scolaires et la production agricole locale.

79. Dans sa politique de 2013, le PAM s'est engagé à recourir à l'approche systémique pour l'amélioration des résultats dans le domaine de l'éducation appliquée à l'alimentation scolaire pour mesurer l'avancement du processus de passage à la mise en place de programmes nationaux et améliorer l'évaluation des contextes nationaux. L'assistance technique relative aux programmes de repas scolaires est actuellement affinée aux fins du développement de compétences spécialisées concernant la formulation de politiques, la mise en œuvre des programmes et la viabilité financière.
80. Dans les PSP, on renforcera les synergies entre les programmes de repas scolaires et la protection sociale, notamment en intégrant ces programmes dans des systèmes de protection sociale plus larges. Par ailleurs, le PAM continuera de mettre en œuvre des programmes de repas scolaires dans de nombreux pays, surtout dans les contextes d'urgence.
81. La politique actualisée en matière d'alimentation scolaire permettra de définir plus précisément la position des programmes de repas scolaires en tant qu'interventions de protection sociale à l'intersection de multiples domaines (éducation, nutrition, pauvreté et développement agricole). Elle consolidera le double rôle du PAM comme agent d'exécution de programmes de repas scolaires et source d'assistance technique dans le cadre du renforcement des capacités des pays.
82. Le programme d'alimentation scolaire du PAM a fait l'objet d'un audit conduit en 2015/16. Le rapport du Commissaire aux comptes sur les résultats de cet audit (WFP/EB.A/2016/6-F/1) a été présenté pour examen au Conseil à sa session annuelle de 2016.

### **Partenariat institutionnel**

83. La stratégie institutionnelle du PAM en matière de partenariat pour 2014-2017 (WFP/EB.A/2014/5-B) est cohérente avec le Plan stratégique pour 2017-2021 et fournit le cadre général permettant de choisir et de mettre en place de collaborations efficaces. Selon une évaluation externe (WFP/EB.A/2017/7-B), la stratégie expose clairement la vision du PAM en matière de partenariat et comble ainsi une lacune de son cadre stratégique. La définition du partenariat et les types de partenaires du PAM mentionnés dans la stratégie sont repris dans le pilier relatif au partenariat figurant dans le Plan stratégique.
84. La feuille de route intégrée du PAM traduit une adhésion à l'approche énoncée dans la stratégie institutionnelle en matière de partenariat, qui est de mettre en place et de maintenir des partenariats utiles aux personnes auxquelles l'organisation vient en aide. Conformément à cette stratégie, tous les partenariats doivent:
  - contribuer à la réalisation des Objectifs stratégiques du PAM;
  - présenter un bon rapport coût-efficacité;
  - correspondre aux priorités internationales en matière de sécurité alimentaire et de nutrition;
  - affirmer et renforcer la position du PAM en tant qu'acteur éthique; et
  - recevoir de toutes les parties des ressources suffisantes.
85. La politique en matière de plans stratégiques de pays relie les processus des PSP aux principes de bon partenariat exposés dans le Dispositif mondial d'aide humanitaire et décrits dans la stratégie institutionnelle en matière de partenariat. Ces principes sont l'équité, la transparence, une approche axée sur les résultats, la responsabilité et la complémentarité.
86. Le PAM continuera de renforcer ses systèmes permettant de recueillir des données qualitatives sur le travail en partenariat pour faciliter l'établissement de rapports sur l'efficacité, l'efficience et la nature novatrice des partenariats au niveau des PSP et dans l'ensemble du PAM.

### **Gestion du personnel**

87. La politique actuelle du PAM dans le domaine de la gestion du personnel est définie dans le document intitulé "Stratégie du PAM en matière de personnel: Un cadre de gestion du personnel pour mettre en œuvre le Plan stratégique du PAM pour 2014-2017" (WFP/EB.2/2014/4-B). Cette

stratégie, approuvée par le Conseil à sa deuxième session ordinaire de 2014, est un schéma directeur devant permettre au PAM de renforcer, développer, retenir et recruter sa main-d'œuvre et de créer une organisation qui privilégie davantage la dimension humaine et veille au perfectionnement de ses employés.

88. La capacité du PAM à obtenir des résultats dépend des compétences de ses employés et de leur engagement à l'égard de sa mission.
89. Le PAM doit retenir, perfectionner et récompenser ses employés performants, tout en attirant de nouveaux talents de tous horizons. Il lui faut confier plus de responsabilités aux supérieurs hiérarchiques, améliorer la performance et optimiser l'efficacité opérationnelle. La stratégie en matière de personnel permet d'obtenir des résultats à travers quatre impératifs qui ont été définis en tenant dûment compte des questions de longue date soulevées dans les évaluations institutionnelles. Chaque impératif s'accompagne d'objectifs spécifiques. Ces quatre impératifs et les objectifs qui leur sont associés sont les suivants:
  - *Renforcer la culture de la performance.* Enraciner les valeurs du PAM et les comportements qu'il préconise, et moderniser la gestion de la performance en définissant les critères de réussite et en exigeant l'engagement de la responsabilité de chacun, de manière à reconnaître et à récompenser les bons résultats.
  - *Développer les talents du PAM.* Élaborer des schémas de progression de carrière et offrir des possibilités d'apprentissage et de développement.
  - *Recentrer l'attention.* Faire des résultats au niveau des pays la préoccupation centrale du PAM et définir des projets à long terme pour donner au personnel national (80 pour cent des effectifs du PAM) la possibilité de continuer à développer ses capacités de façon à répondre aux besoins organisationnels d'ordre opérationnel et stratégique.
  - *Préparer des dirigeants très performants.* Mobiliser les hauts dirigeants, développer leur aptitude à diriger et leurs capacités de gestion, et les tenir comptables de leur action.
90. Le succès de l'action menée pour répondre à ces quatre impératifs permettra au PAM d'améliorer considérablement la gestion de son personnel. L'état d'avancement de la mise en œuvre est mesuré au moyen du Cadre de résultats institutionnels.
91. Le point sur la mise en œuvre de la stratégie en matière de personnel (WFP/EB.1/2016/4-E) a été présenté au Conseil à sa première session ordinaire de 2016. Les résultats obtenus jusqu'ici confortent l'appui apporté par le Conseil à la stratégie et encouragent le PAM à poursuivre sur sa lancée. Il est envisagé d'évaluer la stratégie en matière de personnel en 2020.

### **Problématique hommes-femmes**

92. L'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes sont au cœur du double mandat du PAM – éliminer la faim dans le monde et sauver des vies. Ces deux conditions sont un préalable à un développement durable, équitable et sans exclusive, permettant à chacun d'exercer pleinement et librement les droits universels de la personne.
93. Lorsque le PAM a adopté la politique en matière de problématique hommes-femmes (2015-2020) (WFP/EB.A/2015/5-A) en remplacement de la politique précédente adoptée en 2009 (WFP/EB.1/2009/5-A/Rev.1), il s'est engagé à adopter une approche contribuant à transformer les relations entre les sexes en vue d'assurer la sécurité alimentaire et la nutrition de l'ensemble des femmes, des hommes, des filles et des garçons. Les objectifs de la politique seront atteints en intégrant la problématique hommes-femmes dans les politiques, les programmes et les pratiques, depuis le Siège jusqu'aux bureaux de pays en passant par les bureaux régionaux.
94. Conscient que l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes sont des thèmes transversaux, le PAM prévoit que les responsabilités et l'obligation de rendre des comptes seront réparties entre tous les bureaux, divisions, domaines fonctionnels et niveaux hiérarchiques: l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes sont l'affaire de chacun. Tous les employés du PAM se doivent d'intégrer la problématique hommes-femmes dans leurs activités et de faciliter la réalisation de l'objectif visant la transformation des relations entre les sexes, et sont tenus de rendre compte de leur action à cet égard.



95. Un point sur la mise en œuvre de la politique du PAM en matière de problématique hommes-femmes (WFP/EB.A/2017/5-D) a été présenté au Conseil pour examen à sa session annuelle de 2017.

### **Gestion globale des risques**

96. Le PAM a établi pour la première fois une politique en matière de gestion globale des risques (WFP/EB.2/2005/5-E/1) en novembre 2005. Depuis lors, plusieurs changements ont contribué à la prise en compte et à l'intégration de la gestion des risques dans la stratégie du PAM et dans l'élaboration des PSP et les opérations, et ont fait mieux comprendre que cette composante faisait partie intégrante de l'environnement de contrôle interne du PAM.
97. La politique actuelle du PAM en matière de gestion globale des risques (WFP/EB.A/2015/5-B) décrit les systèmes et les processus qui permettent de déterminer et de maîtriser les risques dans l'ensemble du PAM. En établissant un cadre de gestion des risques fondé sur des normes internationales, le PAM entend promouvoir une culture de la gestion des risques et faire en sorte que des niveaux efficaces de contrôle interne soient prévus dans son environnement opérationnel. S'il a été au départ assez difficile de passer de la théorie à la pratique, des progrès non négligeables ont été accomplis ces dernières années, et le PAM est désormais reconnu comme l'un des chefs de file de la gestion des risques au sein du système des Nations Unies.
98. La présente politique entend définir une méthode systématique et durable de gestion des risques et des possibilités à l'échelle de tout le PAM qui soit clairement liée à la réalisation des objectifs. Ensemble, la directive consacrée au registre central des risques (*Directive on the Corporate Risk Register*) (RM2012/004), la Déclaration relative à l'appétence pour le risque (WFP/EB.1/2016/4-C) et la présente politique constituent le cadre de gestion globale des risques au PAM.
99. Les principaux objectifs du PAM en ce qui concerne la gestion globale des risques sont les suivants:
- garantir aux parties prenantes que les objectifs du PAM et les résultats escomptés seront atteints;
  - favoriser l'affectation et l'emploi efficaces et rationnels des ressources;
  - donner une base rigoureuse à la planification et à la prise de décisions pour qu'elles se déroulent en connaissance de cause et en toute confiance;
  - encourager une gestion qui anticipe les événements au lieu de réagir après coup, en favorisant une prise de risques bien planifiée et bien gérée;
  - établir un cadre cohérent pour la gestion des risques, qui permette d'identifier et d'analyser les risques ainsi que d'y faire face, et qui assigne les responsabilités en la matière; et
  - favoriser l'amélioration permanente de la performance et apporter les changements nécessaires à la culture de l'organisation.
100. Il est envisagé de mener en 2021 une évaluation stratégique de la politique en matière de gestion globale des risques et de la politique de lutte contre la fraude et la corruption.

### **Renforcement de la résilience au service de la sécurité alimentaire et de la nutrition**

101. Les interventions humanitaires lancées pour faire face aux crises sauvent des vies et permettent de rétablir des moyens d'existence, mais ne s'attaquent pas toujours aux causes profondes des divers aspects de la vulnérabilité. Les acquis du développement peuvent être rapidement annihilés par une catastrophe naturelle ou un conflit, ou remis en cause au fil du temps par les effets cumulés de perturbations. Une approche de la programmation axée sur le renforcement de la résilience contribue à atténuer les effets préjudiciables des chocs et des facteurs perturbateurs avant, pendant et après les crises, et permet ainsi d'alléger autant que possible la souffrance humaine et de réduire les pertes économiques. La politique de renforcement de la résilience au service de la sécurité alimentaire et de la nutrition guide l'action que mène le PAM pour que les populations les plus vulnérables puissent absorber les effets des chocs et des perturbations, s'y adapter et opérer les transformations requises pour parvenir à une situation viable en matière de

sécurité alimentaire et de nutrition. La politique réoriente la façon dont le PAM conçoit, met en œuvre et gère les programmes, afin d'assurer la cohérence de ses activités de réduction de la vulnérabilité, d'aligner ses principes sur ceux convenus à l'échelle mondiale en matière de résilience et de faire en sorte que ses activités complètent les programmes de renforcement de la résilience d'autres acteurs.

102. Une approche axée sur le renforcement de la résilience démarre au stade de la conception des stratégies et des programmes, et nécessite une profonde compréhension du risque et de l'action collective nécessaire pour le réduire et des possibilités offertes aux populations de s'adapter plus efficacement aux chocs et aux perturbations et de les absorber. Cette approche implique que les stratégies du PAM transcendent le lien entre l'action humanitaire et le développement et envisagent les interventions d'urgence, le redressement et les activités de développement à long terme en tenant compte des risques, afin de protéger les personnes vulnérables des crises. En conséquence, la politique reconnaît que l'insécurité alimentaire et la dénutrition ne peuvent être résolues par une action à court terme. Le PAM doit élaborer à l'échelle des pays des plans stratégiques et opérationnels à long terme qui prennent en compte les problèmes à court terme. Une approche de la programmation axée sur le renforcement de la résilience exige donc des engagements pluriannuels de la part des donateurs.
103. L'approche de renforcement de la résilience suivie par le PAM exige qu'il s'engage sur la durée avec des partenaires pour mettre en place des partenariats et des opérations efficaces qui complètent ses points forts et les capacités d'autres organismes. Par exemple, le cadre conceptuel établi par les organismes ayant leur siège à Rome pour renforcer la résilience au service de la sécurité alimentaire et de la nutrition définit la façon dont le PAM, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et le Fonds international de développement agricole peuvent collaborer face à la multiplicité, à la diversité et à la complexité des types de vulnérabilité et de risques.
104. Il est envisagé d'évaluer la politique actuelle de renforcement de la résilience au service de la sécurité alimentaire et de la nutrition (WFP/EB.A/2015/5-C) en 2020.

### **Coopération Sud-Sud et coopération triangulaire**

105. La coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire sont reconnues comme étant des moyens essentiels de mise en œuvre du Programme 2030 et du Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe conformément à l'ODD 17. En facilitant l'échange bilatéral ou multilatéral de savoir-faire, de capacités, de connaissances, de technologies et de ressources entre pays en développement, le PAM contribue à accélérer la réalisation de l'ODD 2. Il aide ces pays à partager des solutions au problème de la faim mises au point au niveau national et testées localement et à les transposer à plus grande échelle, et promeut la prise en charge de la sécurité alimentaire et de la nutrition par les pays eux-mêmes. La politique du PAM en matière de coopération Sud-Sud et de coopération triangulaire (WFP/EB.A/2015/5-D) s'inspire de l'engagement actuel de l'organisation dans ce domaine et repose sur les principes directeurs suivants: centrer l'action sur les plus vulnérables; promouvoir la prise en main des activités par les acteurs locaux; garantir l'ouverture à tous et un juste équilibre; faciliter l'apprentissage et l'innovation; renforcer les systèmes et les capacités des pays; mettre l'accent sur la complémentarité; apporter une valeur ajoutée; et mettre à profit les structures existantes.
106. L'appui en faveur de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire permet au PAM de soutenir les initiatives nationales dans les domaines suivants:
  - renforcer les capacités nationales en complétant d'autres formes d'assistance technique assurées par ses soins;
  - optimiser les ressources (contributions en nature ou en espèces);
  - promouvoir la transposition à plus grande échelle d'innovations testées localement; et
  - amener les pays à devenir des défenseurs et des artisans du changement dans la perspective d'un monde libéré de la faim.

107. Ainsi, le PAM:

- facilite l'échange d'expériences, de connaissances, de compétences, d'informations et de pratiques destinées à éliminer la faim;
- encourage l'innovation et la transposition à plus grande échelle des pratiques novatrices en matière de sécurité alimentaire;
- renforce sa collaboration dans le domaine de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire avec les pays en développement ayant une expérience à partager (par exemple dans le cadre des centres d'excellence);
- travaille en partenariat avec des organisations régionales et sous-régionales pour encourager la collaboration intrarégionale dans le domaine de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire;
- renforce ses liens avec les instituts de recherche locaux et les ONG afin de constituer la base de données factuelles nécessaire aux activités visant à venir à bout de la faim; et
- intègre et adapte son travail aux initiatives plus vastes lancées par le système des Nations Unies en matière de coopération Sud-Sud et de coopération triangulaire.

108. La coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire doivent être considérées comme complémentaires de la coopération Nord-Sud et comme l'un des mécanismes permettant au PAM de renforcer son engagement auprès des pays hôtes.

109. Il est prévu d'évaluer la politique en matière de coopération Sud-Sud et de coopération triangulaire en 2019.

### **Fraude et corruption**

110. La politique actuelle du PAM en matière de lutte contre la fraude et la corruption (WFP/EB.A/2015/5-E/1) remplace la précédente adoptée en 2010 (WFP/EB.2/2010/4-C/1). Le principe fondamental est la tolérance zéro: le PAM ne tolérera aucune fraude, corruption ou collusion dans ses opérations et prendra des mesures énergiques lorsque de tels actes seront découverts, qu'ils soient perpétrés par des fonctionnaires et autres personnels du PAM ou par des partenaires coopérants, des fournisseurs ou des tiers.

111. Les modifications introduites par la politique sont les suivantes:

- un pouvoir accru s'agissant d'enquêter sur les irrégularités commises par des tiers au détriment du PAM;
- la possibilité de conduire des examens préventifs d'intégrité dans les processus et les opérations à haut risque;
- l'interdiction de toute pratique dilatoire pendant les enquêtes et les examens menés par le Bureau des inspections et des enquêtes;
- le renforcement de l'obligation qu'ont les fournisseurs de communiquer au Bureau des inspections et des enquêtes toute pièce, document ou autre information utile; et
- la mise en place, par le PAM, du premier module de formation en ligne sur la politique de lutte contre la fraude et la corruption, que l'ensemble du personnel est tenu de suivre.

112. Il est envisagé de mener une évaluation stratégique de la politique de lutte contre la fraude et la corruption et de la politique en matière de gestion globale des risques en 2021.

### **Évaluation**

113. À la suite de l'examen par les pairs de la fonction d'évaluation au PAM, conduit sous l'égide du Groupe des Nations Unies pour l'évaluation et du Comité d'aide au développement<sup>13</sup>, le Conseil a approuvé à sa deuxième session ordinaire de 2015 une politique révisée en matière d'évaluation pour 2016-2021 (WFP/EB.2/2015/4-A/Rev.1) qui remplace celle adoptée en 2008

---

<sup>13</sup> Voir WFP/EB.A/2014/7-D.

(WFP/EB.2/2008/4-A). La politique actuelle réaffirme l'adhésion du PAM aux principes, normes et critères internationaux en matière d'évaluation, et établit une nouvelle orientation stratégique et un nouveau cadre normatif de la fonction d'évaluation au PAM, qui combinent évaluation centralisée et évaluation décentralisée répondant à la demande pour faire en sorte que le PAM soit en mesure de mener à bien sa mission à l'avenir au titre du Programme 2030.

114. Cette politique vise à:

- enraciner l'évaluation au cœur de la culture de l'obligation redditionnelle et de l'apprentissage du PAM, en veillant à la planification de l'évaluation et à l'intégration des constatations et des enseignements qui en sont issus dans l'ensemble de ses politiques, stratégies et programmes;
- informer le personnel du PAM et les parties prenantes de la finalité de l'évaluation, de son cadre conceptuel et normatif, et des rôles, responsabilités et règles d'évaluation applicables au PAM, notamment en ce qui concerne la couverture des évaluations, leur utilisation et les ressources humaines et financières nécessaires;
- assurer que les normes relatives à la couverture de l'évaluation sont appliquées aux politiques, stratégies et programmes du PAM, par le Bureau de l'évaluation s'agissant des évaluations centralisées, et par les autres divisions du Siège, les bureaux régionaux ou les bureaux de pays s'agissant des évaluations décentralisées;
- renforcer les capacités d'évaluation dans l'ensemble du PAM, et veiller à ce que les mécanismes de gestion soient conformes aux normes et aux règles du Groupe des Nations Unies pour l'évaluation; et
- élaborer et modéliser les meilleures pratiques en partenariat avec d'autres acteurs de l'évaluation intervenant dans les activités humanitaires et les opérations de développement internationales intéressant le PAM.

#### **Politique en matière de plans stratégiques de pays**

115. Le PAM opère dans un monde de plus en plus complexe qui est marqué par des crises humanitaires prolongées et des défis de portée mondiale sur le plan de la sécurité alimentaire et de la nutrition. La politique en matière de PSP (WFP/EB.2/2016/4-C/1/Rev.1), fondée sur le Plan stratégique du PAM pour 2017-2021, permet d'affronter ces difficultés en remplaçant les catégories d'activités et les descriptifs de projet du PAM par des portefeuilles de pays cohérents qui donnent des "lignes de visée" claires allant des ressources déployées aux résultats obtenus.

116. L'approche des PSP est la suivante: aider les pays à faire face aux situations d'urgence et à progresser sur la voie de l'élimination de la faim; rendre le Plan stratégique du PAM pour 2017-2021 opérationnel au niveau des pays; et renforcer la cohérence et le recentrage stratégiques, l'efficacité opérationnelle et les partenariats. Conjugué à de nouveaux cadres de financement et de résultats institutionnels, le système des PSP pourrait améliorer la qualité de l'assistance du PAM: en permettant de déterminer les contributions spécifiques de celui-ci dans un pays; en jetant les bases de partenariats efficaces, y compris avec les autres organismes ayant leur siège à Rome; en accroissant l'efficacité et l'efficience dans les interventions d'urgence et en intégrant celles-ci dans le cadre plus vaste visant l'élimination de la faim; en faisant concorder la contribution du PAM avec les cibles nationales associées aux ODD ainsi qu'avec les plans des pays et des Nations Unies; en réduisant les coûts de transaction; et en améliorant la communication des résultats et le respect de l'obligation redditionnelle.

117. Les PSP sont établis pour une période maximale de cinq ans et se fondent sur les constatations issues des examens stratégiques nationaux Faim zéro, qui visent à catalyser l'action menée à l'échelle des pays dans le cadre d'effets directs stratégiques convenus d'un commun accord, aux fins de la réalisation de l'ODD 2. Lorsqu'un examen stratégique national Faim zéro ne peut être réalisé ou mené à bien, un PSP provisoire peut être établi pour une période de trois ans maximum.

## Environnement

118. Des écosystèmes naturels en bonne santé et une utilisation durable des ressources naturelles sont indispensables si l'on veut parvenir à instaurer la sécurité alimentaire et à éliminer la faim. De nombreuses populations exposées à l'insécurité alimentaire subissent les conséquences de la dégradation des terres et des forêts, de la pénurie d'eau, de l'appauvrissement de la biodiversité, de la pollution des sols, de l'eau et de l'air, et de la mauvaise gestion des déchets. Ces facteurs environnementaux ont un impact sur la santé humaine et compromettent la disponibilité des aliments, la possibilité de s'en procurer et de les utiliser ainsi que la stabilité des systèmes de production alimentaire.
119. Le PAM reconnaît qu'il est essentiel de prendre soin de l'environnement pour la sécurité alimentaire et le développement durable. Dans sa politique environnementale (WFP/EB.1/2017/4-B/Rev.1), il s'engage à élaborer des mécanismes pour déterminer, éviter et gérer de manière systématique les risques pour l'environnement liés aux activités du PAM. Cette politique reconnaît également que les activités d'assistance alimentaire du PAM peuvent générer des avantages environnementaux et engage le PAM à chercher à obtenir ces avantages tout en s'efforçant de ne pas nuire.
120. Fondée sur un ensemble de principes fondamentaux, la politique aide le PAM à:
- améliorer progressivement la durabilité environnementale de ses activités;
  - protéger l'environnement;
  - optimiser l'utilisation des ressources et réduire autant que possible son empreinte carbone;
  - harmoniser ses activités avec les bonnes pratiques internationales et les normes mondiales en matière de viabilité environnementale; et
  - renforcer l'aptitude de ses partenaires à planifier et mettre en œuvre des activités respectueuses de l'environnement dans les domaines de la sécurité alimentaire et de la nutrition.
121. La politique engage le PAM à élaborer des outils de planification et de mise en œuvre: normes environnementales qui définissent les mesures de protection indispensables et les attentes minimales; processus d'analyse et de classement pour recenser et gérer les risques environnementaux; et système de gestion environnementale conforme à la norme ISO 14001 de l'Organisation internationale de normalisation.
122. Les outils seront appliqués à la fois aux activités des programmes et aux opérations d'appui, et concerneront l'aide humanitaire ainsi que les activités de développement à plus long terme. La flexibilité nécessaire pour répondre à la diversité des exigences opérationnelles sera intégrée dans les procédures de mise en œuvre.
123. La politique environnementale actuelle du PAM remplace la politique précédente (WFP/EB.3/98/3), qui avait été présentée pour examen au Conseil à sa troisième session ordinaire de 1998.

## Changement climatique

124. Face aux risques que le changement climatique fait peser sur la sécurité alimentaire et la nutrition, le mandat et les services du PAM n'ont jamais eu autant de pertinence. Le PAM est sollicité pour intervenir dans le cadre d'un nombre croissant de catastrophes d'origine climatique, outre d'autres aléas complexes.
125. La politique du PAM en matière de changement climatique (WFP/EB.1/2017/4-A/Rev.1\*) définit la manière dont le PAM contribuera à soutenir les efforts déployés aux niveaux national et mondial pour empêcher que le changement climatique ne sape la lutte menée pour éliminer la faim et la malnutrition. Elle présente au personnel un ensemble de principes directeurs et les domaines d'activité dans lesquels l'assistance alimentaire du PAM a effectivement contribué à l'action climatique. Le PAM utilisera ce cadre pour: définir la vulnérabilité des populations en situation d'insécurité alimentaire et leurs priorités en matière d'adaptation; déterminer comment utiliser l'assistance alimentaire pour faire face à la vulnérabilité liée au climat; et tirer parti

d'outils, d'approches et de partenariats innovants pour renforcer la résilience et les capacités de survie des populations les plus vulnérables en situation d'insécurité alimentaire.

126. La politique a pour objet d'aider les communautés en situation d'insécurité alimentaire les plus vulnérables et leurs gouvernements à renforcer la résilience et l'aptitude à lutter contre les répercussions du changement climatique en rapport avec la faim, conformément au Plan stratégique du PAM pour 2017-2021. À cet effet, le PAM concentre ses efforts sur trois grands objectifs en collaborant avec des partenaires pour exploiter au mieux les capacités complémentaires, et intègre ces objectifs dans les PSP et d'autres programmes. Les trois objectifs sont les suivants:
- aider les personnes, les communautés et les gouvernements les plus vulnérables à gérer et réduire les risques liés au climat qui pèsent sur la sécurité alimentaire et la nutrition, et à s'adapter au changement climatique;
  - renforcer les institutions et les systèmes locaux, nationaux et mondiaux de manière à ce qu'ils puissent se préparer aux catastrophes et aux chocs liés au climat et soient capables d'y faire face et d'appuyer un relèvement durable; et
  - faire en sorte que les répercussions du changement climatique sur la sécurité alimentaire et la nutrition soient mieux prises en compte lors de l'élaboration des politiques et de la planification aux niveaux local, national et mondial, notamment dans le cadre de la coopération Sud-Sud, afin que l'on puisse y faire face.
127. En outre, tout en mettant l'accent sur l'adaptation au changement climatique et la réduction des pertes et préjudices découlant de phénomènes climatiques extrêmes, le PAM reconnaît les avantages connexes potentiels que présentent les programmes, notamment la réduction des émissions de gaz à effet de serre et la séquestration de carbone, et l'importance de la neutralité climatique, comme indiqué dans la politique environnementale du PAM.
128. L'action du PAM appuiera la mise en œuvre de l'Accord de Paris sur le changement climatique et du Programme 2030, et contribuera à la réalisation des ODD, notamment l'ODD 2 concernant l'élimination de la faim, l'ODD 17 relatif à l'établissement de partenariats et l'ODD 13 lié à l'action climatique.

## Nutrition

129. À sa première session ordinaire de 2017, le Conseil d'administration a approuvé une nouvelle politique en matière de nutrition couvrant la période 2017-2021 (WFP/EB.1/2017/4-C), qui remplace la politique précédente (WFP/EB.1/2012/5-A) relative à la période 2012-2014 ainsi qu'un certain nombre d'autres documents<sup>14</sup>.
130. La politique actuelle en matière de nutrition s'inspire des recommandations de la politique précédente et renforce la détermination du PAM à faire de la lutte contre la malnutrition l'un des principaux moyens d'atteindre l'ODD 2. Elle permet au PAM d'adapter son action à la cible 2 de l'ODD 2, qui vise à contribuer à l'élimination de toutes les formes de malnutrition, y compris le surpoids et l'obésité, grâce à la mise en œuvre directe de programmes nutritionnels et à la fourniture d'une assistance technique aux gouvernements concernant la mise au point par les pays eux-mêmes de solutions relatives à la nutrition.
131. La politique traite simultanément de l'offre, de l'accessibilité, de la demande et de la consommation d'aliments nutritifs, l'objectif étant de garantir un régime alimentaire adéquat et sain aux personnes vulnérables de tous âges. Les efforts sont orientés par des données factuelles montrant comment agir de la manière la plus efficace, par exemple en ciblant les 1 000 premiers jours de la vie (de la conception au deuxième anniversaire de l'enfant) et en investissant dans la

---

<sup>14</sup> "Vivres pour la nutrition: intégrer la nutrition dans les programmes du PAM" (WFP/EB.A/2004/5-A/1 et Corr.1); "Enrichissement en micronutriments: l'expérience du PAM et la voie à suivre" (WFP/EB.A/2004/5-A/2); "La nutrition en période de crise: l'expérience du PAM et les difficultés à surmonter" (WFP/EB.A/2004/5-A/3); et "Aider les mères et les enfants durant les périodes critiques de leur existence" (WFP/EB.3/97/3-B).

nutrition des adolescentes. La politique confirme également qu'il est primordial de s'attaquer à la question de la nutrition dans les situations d'urgence.

132. À sa session annuelle de juin 2017, le Conseil a pris note du document intitulé "Plan de mise en œuvre de la politique en matière de nutrition" (WFP/EB.A/2017/5-C), qui lui avait été présenté pour examen. S'inspirant des grandes priorités relevées à l'échelon régional, ce plan définit quatre domaines prioritaires: amélioration de la prise en charge de la malnutrition aiguë; prévention du retard de croissance; alignement sur les plans nationaux en faveur de la nutrition; et travail en partenariat dans le domaine de la nutrition, depuis le terrain jusqu'au niveau mondial. La politique et le plan mettent l'accent sur l'amélioration et, dans certains cas, l'élargissement des programmes. Parmi les moyens susceptibles d'améliorer les résultats en matière de nutrition, on citera par exemple l'intégration généralisée du changement de comportement social et de la communication, l'accroissement de l'appui en faveur de l'enrichissement des aliments, la mise à profit de toutes les interventions du PAM pour s'attaquer aux causes profondes de la malnutrition au moyen de l'élaboration de programmes à dimension nutritionnelle, le renforcement des capacités au PAM et chez ses partenaires et la collecte de données factuelles.
133. Le plan de mise en œuvre a été élaboré de manière à être aligné sur les PSP, à les compléter et à s'y référer. S'agissant des PSP en cours, le plan donnera des indications sur les priorités et les programmes relatifs à la nutrition qu'il serait souhaitable d'intégrer. Le plan expose en outre une stratégie susceptible de permettre au Siège d'appuyer l'action à l'échelon régional et national et de jouer un rôle de chef de file mondial dans le domaine de la nutrition.

**Liste des sigles utilisés dans le présent document**

ODD	objectif de développement durable
ONG	organisation non gouvernementale
ONUSIDA	Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida
PSP	plan stratégique de pays